



**PRÉFET  
DE LA VENDÉE**

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*

**Direction des relations avec les  
collectivités territoriales et des  
affaires juridiques**

**Arrêté n°20-DRCTAJ/1- 793  
portant renouvellement de la composition de la commission de suivi de site  
du centre d'enfouissement technique de déchets non dangereux  
situé au lieu-dit « Les Landes Franches » à SAINT-CHRISTOPHE-DU-LIGNERON**

**Le préfet de la Vendée,  
Chevalier de la Légion d'Honneur,  
Chevalier de l'Ordre national du Mérite,**

Vu le Titre 1er du Livre V du code de l'environnement relatif aux installations classées pour la protection de l'environnement ;

Vu le Titre II du Livre Ier du code de l'environnement, relatif à l'information et la participation des citoyens ;

Vu le code du travail,

Vu le décret n° 2006-672 du 8 juin 2006 relatif à la création, à la composition et au fonctionnement de commissions administratives à caractère consultatif ;

Vu le décret n° 2012-189 du 7 février 2012 relatif aux commissions de suivi de site ;

Vu l'arrêté préfectoral n° 09-DRCTAJ/1-752 du 18 décembre 2009 modifié, autorisant le syndicat TRIVALIS à exploiter une unité de tri mécanobiologique et un centre d'enfouissement technique de déchets non dangereux au lieu-dit « Les Landes Franches » sur le territoire de la commune de Saint-Christophe-du-Ligneron ;

Vu l'arrêté préfectoral n° 12-DRCTAJ/1-992 du 11 octobre 2012 modifié portant composition de la commission de suivi de site de l'unité de tri mécanobiologique et du centre d'enfouissement technique de déchets non dangereux situés au lieu-dit « Les Landes Franches » sur la commune de Saint-Christophe-du-Ligneron ;

Vu les consultations effectuées en vue de renouveler la présente commission ;

### **Arrête**

Article 1 : La commission de suivi de site du centre d'enfouissement technique de déchets non dangereux, situé au lieu-dit « Les Landes Franches », sur le territoire de la commune de Saint-Christophe-du-Ligneron, présidée par le sous-préfet des Sables-d'Olonne ou son représentant, est renouvelée comme suit pour une durée de cinq ans :

#### I - Collège des administrations de l'Etat :

- le sous-préfet des Sables-d'Olonne ou son représentant
- le chef de l'unité départementale de la Direction Régionale de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement de la Roche-sur-Yon, ou son représentant
- le délégué territorial de l'agence régionale de santé, ou son représentant

#### II - Collège des élus des collectivités territoriales et E.P.C.I. :

- a) le président du conseil départemental ou son représentant

- b) le maire de Saint-Christophe-du-Ligneron ou son représentant
- c) le président de la communauté de communes Challans-Gois-Communauté ou son représentant

III - Collège des associations ayant pour objet la protection de l'environnement et des riverains du site concerné :

a) Association de protection de l'environnement :

Association de défense de l'environnement en Vendée (ADEV) :

- M. Marcel MEUNIER, titulaire
- M. Daniel RABILLER, suppléant

b) Riverains des sites concernés, sur la commune de Saint-Christophe-du-Ligneron :

- M. Guillaume MERIEAU, « la Marseillère », titulaire
- Mme Audrey FORCIER, 48 rue des Mimosas, suppléante

c) Riverains des sites concernés, sur la commune de Falleron :

- Mme Stéphanie SIMON, 5 la Violière, titulaire
- M. Christian BRECHET, 21 rue de Nantes, suppléant

IV – Collège des représentants de l'exploitant pour le centre d'enfouissement technique de déchets non dangereux (TRIVALIS) :

- le président de TRIVALIS ou son représentant,
- le vice-président de TRIVALIS, responsable du secteur nord-ouest sur le territoire duquel est implanté l'ouvrage, ou son représentant,
- le directeur de TRIVALIS ou son représentant

V – Collège des salariés du centre d'enfouissement technique de déchets non dangereux (GEVAL) :

- M. Fabrice QUESME, membre du CSE de Geval

Article 2 : Le bureau de la commission de suivi de site est composé de son président et d'un représentant par collège désigné par les membres de chacun des collèges lors de la première réunion qui suivra la notification du présent arrêté.

Article 3 : Chacun des collèges bénéficie du même poids dans la prise de décision. Pour cela, la commission arrête la répartition des voix entre les membres de chaque collège lors de sa première réunion.

- La commission se réunit au moins une fois par an ou sur demande d'au moins trois membres du bureau.
- L'ordre du jour des réunions est fixé par le bureau.
- Sauf cas d'urgence, la convocation et les documents de séance sont transmis quatorze jours avant la date à laquelle se réunit la commission. Ces documents sont communicables au public dans les conditions prévues au chapitre IV du titre II du livre Ier du code de l'environnement.
- La commission met régulièrement à la disposition du public, éventuellement par voie électronique, un bilan de ses actions et les thèmes de ses prochains débats.
- Les réunions de la commission sont ouvertes au public sur décision du bureau.

Article 4 : La commission peut, sur décision de son président, entendre toute personne extérieure dont l'audition est de nature à éclairer ses délibérations. Les personnes ainsi entendues ne participent pas au vote. Le directeur départemental des territoires et de la mer, le président de la chambre d'agriculture, le responsable du site et le maire de Falleron notamment peuvent être invités à ce titre.

Article 5 : Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours contentieux devant le Tribunal administratif de Nantes au 6, allée de l'Île Gloriette 44041 Nantes, dans le délai de deux mois à compter de sa notification. La juridiction administrative peut aussi être saisie par l'application Télérecours citoyens accessible à l'adresse <https://www.telerecours.fr>

Article 6 : La secrétaire générale de la préfecture de la Vendée est chargée de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs.

Fait à La Roche-sur-Yon, le 17 NOV. 2020

Le préfet,  
Pour le Préfet,  
la secrétaire générale de la Préfecture  
de la Vendée

Anne TAGAND